

Stratégie Réseaux électriques

Projet mis en consultation

Catalogue de questions

Organisation prenant position: Services industriels de Genève SIG, contact : konrad.rieder@sig-ge.ch
le 16 mars 2015, par voie électronique à : strategie-stromnetze@bfe.admin.ch

Sommaire

Scénario-cadre.....	2
Détermination des besoins	3
Intérêt national.....	5
Coordination territoriale	6
Autorisation des projets	6
Vérification de l'efficacité des coûts	9
Information du public.....	9
Géodonnées	10

Comment répondre au catalogue de questions:

- Cocher une seule réponse par question
- Faites un double clic sur la case voulue et cliquez ensuite sur «Case activée».

Scénario-cadre

1. Etes-vous d'accord que le scénario-cadre énergétique soit inscrit dans la loi en tant que paramètre contraignant pour la planification du réseau par les gestionnaires de réseau?

Art. 9a, al. 1, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.1 et 2.2 (scénario-cadre)

☐ Oui ☒ **Non** ☐ Aucun avis

Remarques: D'une manière général, les critères et la manière d'établir le scénario cadre devraient être clarifiés. Le scénario cadre peut servir de paramètre contraignant uniquement pour le réseau de transport, soit le niveau 1. Dans ce cadre, les objectifs doivent également être contraignants pour la Confédération. Pour les autres niveaux de tension, il sert de cadre et la planification du réseau tient compte de beaucoup d'autres paramètres spécifiques à la zone de desserte du GRD respectif.

2. Etes-vous d'accord qu'une périodicité fixe soit ancrée dans la loi pour vérifier et mettre à jour le scénario-cadre dans le domaine de l'énergie?

Art. 9a, al. 4, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.1 et 2.2 (scénario-cadre)

☒ **Oui** ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques: Doit concerner le niveau de réseau 1 (NR 1) uniquement ; assurer la stabilité.

3. Etes-vous d'accord avec une périodicité de 5 ans pour vérifier et mettre à jour le scénario-cadre dans le domaine de l'énergie?

Art. 9a, al. 4, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.1 et 2.2 (scénario-cadre)

☒ **Oui** ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques: Doit concerner NR1 uniquement et assurer stabilité.

Détermination des besoins

4. Etes-vous d'accord d'inscrire dans la loi le principe RORE (Réseau Optimisé avant Renforcement avant Extension) comme faisant partie des principes techniques pour la planification du réseau?

Art. 9d, al. 2, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (principes pour la planification du réseau)

☐ Oui **X Non** ☐ Aucun avis

Remarques: La planification réseau est actuellement gérée selon ce principe avec lequel nous sommes en accord. Cependant, nous pensons qu'il n'est pas nécessaire d'ancrer ce principe dans la loi. Une inscription au niveau des recommandations de la branche, voire au niveau de l'ordonnance ou un règlement d'application est suffisante. De plus, l'art.8 de la LApEI stipule déjà que « les gestionnaires de réseau coordonnent leurs activités. Ils doivent en particulier pourvoir à un réseau sûr performant et efficace... »

5. Etes-vous d'accord avec la définition du point d'injection pour les nouvelles installations de production?

Art. 9c LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (principes pour la planification du réseau)

X Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques: La fixation du point d'injection est de la responsabilité du GRD qui doit tenir compte pour sa planification des données concernant l'évolution de la demande.

6. Etes-vous d'accord pour que les gestionnaires de réseau des niveaux de réseau 3 à 7 soient tenus d'associer de manière appropriée les cantons, les communes et les autres acteurs concernés dans le cadre de la détermination des besoins?

Art. 9e, al. 2, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (coordination de la planification)

☐ Oui **X Non** ☐ Aucun avis

Remarques: Associer de façon systématique les cantons, les communes et autres acteurs semble excessif pour le niveau 5 et 7 et risque d'engendrer un volume de travail conséquent. Cette coordination peut se faire selon besoin sur des projets bien spécifiques et est pertinente pour le niveau 3. La coordination des besoins permettrait de « réserver » du territoire pour le développement du réseau NR3 et de sensibiliser le canton à l'importance stratégique du réseau électrique.

7. Estimez-vous nécessaire/judicieux qu'un délai soit ancré dans la loi concernant la transmission à l'ElCom des plans pluriannuels par les gestionnaires de réseau?

Art. 9b, al. 1, LApEl

Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (coordination de la planification)

☐ Oui ☒ **Non** ☐ Aucun avis

Remarques: L'établissement de plans pluriannuels est excessif pour le niveau 3 et devrait concerner uniquement les niveaux 1 et 2, voire l'extension pour le niveau 3. Dans ce cas (plans pluriannuels pour les niveaux 1 et 2), l'inscription d'un délai dans la loi est pertinent.

8. Si vous avez répondu oui à la question 7: Etes-vous d'accord pour que le délai ancré dans la loi soit de 9 mois concernant la transmission à l'ElCom des plans pluriannuels par les gestionnaires de réseau? Dans le cas contraire, quel délai (nombre de mois) jugez-vous approprié (veuillez préciser)?

Art. 9b, al. 1, LApEl

Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (coordination de la planification)

☒ **Oui** ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques: Si les plans pluriannuels doivent être transmis à l'ElCom, le délai peut être de 9 mois pour des actualisations normales ; pour les actualisations plus importantes, un délai de 12 mois est nécessaire.

9. Etes-vous d'accord pour que l'ElCom examine à l'avenir les plans pluriannuels des gestionnaires de réseau et communique le résultat de son contrôle par écrit?

Remarque: conformément à l'art. 6, al. 1, let. a OApEl, les gestionnaires de réseau de distribution sont libérés de l'obligation d'établir des plans pluriannuels pour les réseaux dont la tension est égale à 36 kV (niveaux de réseau 5 et 7) et inférieure, de sorte que seuls les gestionnaires de réseau de transport et les gestionnaires de réseau de distribution du niveau de réseau 3 sont tenus d'établir des plans pluriannuels.

Art. 22, al. 2^{bis}, LApEl

Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (tâches)

☐ Oui ☒ **Non** ☐ Aucun avis

Remarques: Un niveau de contrôle ex ante généralisé n'est pas nécessaire. Libérer les niveaux 5 et 7 de l'obligation de soumettre la planification à l'ElCom est appropriée. Une obligation devrait être restreinte, au NR3, aux seuls projets d'extension et non pas pour les projets de renouvellement.

10. Estimez-vous nécessaire/judicieux qu'un délai soit ancré dans la loi concernant l'examen des plans pluriannuels par l'ElCom (après leur transmission)?

Art. 22, al. 2^{bis}, LApEl

Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (tâches)

☒ **Oui** ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques: Dans l'hypothèse où l'établissement des plans pluriannuels est limité aux niveaux de réseau de 1 à 2, respectivement les extensions très importantes au niveau 3, fixer un délai est judicieux.

11. Si vous avez répondu oui à la question 10: Etes-vous d'accord pour que le délai ancré dans la loi soit de 9 mois loi concernant l'examen des plans pluriannuels par l'ElCom après leur transmission? Dans le cas contraire, quel délai (nombre de mois) jugez-vous approprié (veuillez préciser)?

Art. 22, al. 2^{bis}, LApEl

Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (tâches)

☒ **Oui** ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques :

Intérêt national

12. Estimez-vous pertinent que les installations du réseau de transport présentent, de par la loi, un intérêt national et que le Conseil fédéral puisse reconnaître que d'autres installations du réseau de distribution à haute tension (niveau de réseau 3) peuvent également être d'intérêt national?

Art. 15d, al. 2 et 3, LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.3 et 2.1

☐ Oui ☒ **Non** ☐ Aucun avis

Remarques: Une telle compétence devrait être plus restreinte. Excepté des extensions très importantes, le réseau NR 3 n'est pas structurant au niveau national, notamment au niveau des échanges énergétiques, mais d'importance régionale. Seul le réseau de transport est d'importance et par conséquent d'intérêt national.

Coordination territoriale

13. Etes-vous d'accord pour que les lignes du niveau de tension 1 doivent continuer de faire, en principe, l'objet d'une procédure de plan sectoriel à l'avenir?

Art. 15e LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.4 et 2.1

☐ Oui ☐ Non

X Aucun avis

Remarques:

14. Estimez-vous nécessaire que la procédure de plan sectoriel en 2 étapes (1^{ère} étape: fixation d'une zone de planification, 2^e étape: fixation d'un corridor de planification et détermination de la technologie de transport à employer) qui était réglée jusqu'ici à l'échelon de l'ordonnance soit réglementée désormais dans la loi? (Jusqu'ici: art. 1a à 1d de l'ordonnance sur la procédure d'approbation des plans des installations électriques; RS 734.25; OPIE)

Art. 15e à 15j LIE

Rapport explicatif, 1.2.2.4 et 2.1

☐ Nécessaire ☐ Non nécessaire

X Aucun avis

Remarques:

Autorisation des projets

15. Estimez-vous pertinent que l'autorisation des lignes du réseau de transport relève de la responsabilité directe de l'OFEN?

Remarque: une adaptation de l'article correspondant (art. 16, al. 2, let. b LIE) n'est pas encore prévue dans le cadre de la Stratégie Réseaux électriques, de sorte que l'OFEN est compétent pour les lignes du réseau de transport (niveau de réseau 1) uniquement dans la mesure où l'Inspection fédérale des installations à courant fort ESTI n'a pas pu traiter les oppositions ou résoudre les désaccords avec les autorités fédérales impliquées.

X Oui ☐ Non

☐ Aucun avis

Remarques:

16. Estimez-vous nécessaire que des alignements puissent être fixés afin de réserver à long terme les terrains nécessaires à l'extension ou à la rénovation d'une ligne existante?

Art. 18b LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.5 et 2.1

☒ **Oui** ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques: Préciser les niveaux de tensions concernés par cet article.

17. Comment jugez-vous le fait que l'OFEN puisse confier la réalisation de procédures d'approbation des plans à des personnes extérieures à l'administration?

Art. 17a LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.5 et 2.1

☒ **Pertinent** ☐ Non pertinent ☐ Aucun avis

Remarques : L'approbation finale des plans reste de la responsabilité de l'OFEN.

18. A votre avis, est-il pertinent que sur demande du gestionnaire du réseau de transport, l'autorité chargée de l'approbation des plans puisse ordonner que des mesures soient réalisées aux niveaux du réseau inférieurs (comme regroupement, câblage)?

Art. 15b, al. 2, LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.5 et 2.1

☒ **Pertinent** ☐ Non pertinent ☐ Aucun avis

Remarques : A condition i) d'une concertation et implication du GRD respectif et ii) de la prise en charge des coûts par le GRT et le réseau national de transport.

19. Pensez-vous qu'un facteur de surcoût (surcoûts liés à la réalisation de lignes souterraines au lieu de lignes aériennes) est une mesure appropriée et efficace pour développer et transformer les réseaux de distribution en temps utile (niveaux de réseau 3 à 7)?

Art. 15c LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.5 et 2.1

☐ Oui ☒ **Non** ☐ Aucun avis

Remarques: Un facteur de surcoût est utile pour le NR 1 et le NR 3 en extension. Aux NR 3 à 7 le câblage est pratique courante voire exclusive (absence d'option « aérien ») et cette disposition est inutile. Au NR 3, la pesée des intérêts se fait par le GRD, est approprié mais ne doit pas être inscrit dans la loi.

20. Etes-vous d'accord pour qu'une limite supérieure soit fixée dans la loi pour le facteur de surcoût et que la fixation du facteur de surcoût soit déléguée au Conseil fédéral en tenant compte de critères précis (degré de câblage, rémunération pour l'utilisation du réseau, évolution technologique, coûts d'enfouissement de la ligne)?

Art. 15c, al. 2, LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.5 et 2.1

☐ Oui ☒ **Non** ☐ Aucun avis

Remarques: Un mécanisme, même sophistiqué, fixé par la loi nous semble provoquer une administration trop coûteuse sans pour autant régler de façon efficace la grande diversité de situations réelles. L'arbitrage câble vs. aérien se limite de plus en plus aux projets du NR 1. De plus, un tel facteur n'a pas lieu d'être inscrit au niveau de la loi mais pourrait faire l'objet d'une recommandation de branche (fourchette).

21. Etes-vous d'accord avec la dérogation formulée à l'art. 15c, al. 3 et al. 4 LIE concernant la fixation du facteur de surcoût?

Art. 15c, al. 3 et al. 4, LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.5 et 2.1

☐ Oui ☒ **Non** ☐ Aucun avis

Remarques: Le principe de surcoût n'a pas besoin d'être inscrit dans la loi.

22. A votre avis, d'autres mesures permettant d'optimiser/d'accélérer la procédure d'autorisation devraient-elles être prises?

(Si vous répondez oui, faites svp des propositions concrètes)

☒ **Oui** ☐ Non ☐ Aucun avis

Propositions concrètes / remarques: Renforcer les ressources au niveau de l'ESTI afin de respecter les délais légaux d'approbation (ceci est valable aussi pour les niveaux 4 à 7). Fixer des délais contraignants au-delà desquels les procédures sont validées d'office.

Vérification de l'efficacité des coûts

23. Etes-vous d'accord pour que les coûts des gestionnaires de réseau pour les mesures d'information soient imputables?

Art. 15, al. 2, let. d, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.7 et 2.2 (coûts de réseau imputables)

☒ **X Oui** ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques : (indispensable à la réalisation de tout projet)

24. A votre avis, dans quelle mesure est-il pertinent que les coûts de mesures novatrices pour des réseaux intelligents (p. ex. smart grids) soient imputables, au vu de la Stratégie énergétique 2050 du Conseil fédéral?

Art. 15, al. 3, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.7 et 2.2 (coûts de réseau imputables)

☒ **X Pertinent** ☐ Non pertinent ☐ Aucun avis

Remarques : Actuellement, les coûts de renforcement sont généralement considérés comme imputables et, dans le contexte de raccordements de productions décentralisées, éventuellement remboursés à travers les services-système facturés par Swissgrid. Il très est pertinent d'admettre des solutions alternatives au renforcement des réseaux (mesures novatrices) et par conséquent d'admettre aussi l'imputabilité de tels projets / mesures (« coûts d'évitement ») dans la tarification des réseaux, sous la responsabilité des GRD.

Information du public

25. Quel est votre avis concernant l'ancrage dans la loi de la compétence donnée au Conseil fédéral et aux cantons d'informer le public des aspects importants du développement du réseau et des possibilités de participation à la procédure?

Art. 9f LApEI

Rapport explicatif, 2.2 (développement du réseau et information du public)

☒ **X Pertinent** ☐ Non pertinent ☐ Aucun avis

Remarques: Il faut néanmoins veiller à laisser intacte (claire) la responsabilité des gestionnaire de réseau dans leur rôle de maîtrise d'ouvrage.

Géodonnées

26. Estimez-vous judicieux que l'OFEN établisse un aperçu global des installations électriques et le mette à la disposition du public?

Art. 26a LIE

Rapport explicatif, 2.1 et 5.5

☐ Oui **X Non**

☐ Aucun avis

Remarques : Les géo-données sont disponibles et largement accessible au public selon les besoin. Une mise à disposition d'un « aperçu globale » au public peut être intéressante uniquement à condition qu'il soit assuré que ces données n'engendrent pas des problèmes de sécurité et de confidentialité de ses installations pour les gestionnaires de réseau / exploitants.